



NOUVELLE TRAJECTOIRE GÉOPOLITIQUE POUR UN ÉTAT NORDIQUE EN REPOSITIONNEMENT CAS DE L'ADHÉSION DE LA FINLANDE À L'OTAN

Résumé : L'adhésion de la Finlande à l'OTAN en 2023, survenue dans le sillage de l'invasion russe de l'Ukraine, marque une rupture nette avec sa tradition de neutralité. Ce choix, discutable pour certains, place Helsinki au cœur de la sécurité collective euro-atlantique, mais l'expose aussi à de nouvelles contraintes : alignement stratégique, pressions budgétaires et participation aux opérations extérieures. Si sa contribution militaire reste limitée en volume, la Finlande apporte une expertise unique en guerre arctique, une importante capacité de mobilisation et un ancrage géographique stratégique face à la Russie. Plus qu'un gain capacitaire pour l'Alliance, son intégration représente un acte politique fort, où la neutralité n'apparaît plus comme une protection mais comme un isolement.

Mots Clefs : Budgétaire, États-Unis, Finlande, Géopolitique, Militaire, Neutralité, OTAN, Politique, Russie, Sécurité collective, Stratégique.

FINLAND'S ACCESSION TO NATO

Abstract: Finland's accession to NATO in 2023, which came in the wake of the Russian invasion of Ukraine, marks a clear break with its tradition of neutrality. This choice, questionable for some, places Helsinki at the heart of Euro-Atlantic collective security, but also exposes it to new constraints: strategic alignment, budgetary pressures, and participation in external operations. While its military contribution remains limited in volume, Finland brings unique expertise in Arctic warfare, a significant mobilization capacity, and a strategic geographic anchorage vis-à-vis Russia. More than a capability gain for the Alliance, its integration represents a powerful political act, where neutrality no longer appears as protection but as isolation.

1. Actuellement Industrial Security Consultant - SCS Middle East à Bahreïn, Arthur Ligney est diplômé en relations internationales "War Studies" et spécialiste de l'analyse des questions stratégiques.

Key-words: *Budgetary, Collective security Finland, Geopolitical, Military, NATO, Neutrality, Political, Russia, Strategic, United States.*

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD Jens Soltenberg a annoncé au matin du mercredi 18 mai 2022 la remise des lettres officielles de demande d'adhésion à l'OTAN par la Finlande et la Suède, il prononça ces mots : *This is a good day, at a critical moment for our security. [...] You have both made your choice, after thorough democratic processes. And I warmly welcome the requests by Finland and Sweden to join NATO. You are our closest partners. [...] The applications you have made today are an historic step. Allies will now consider the next steps on your path to NATO*². Cette annonce est faite 64 jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, jour de l'allocation de Vladimir Poutine. La Russie a peur, peur pour ses frontières, peur pour ses idées et peur pour sa stabilité, mais elle n'est pas la seule à ressentir cette émotion. L'OTAN a (re)découvert le pouvoir russe, qu'il soit idéologique, identitaire, militaire et propagandiste. La période où l'Occident devait tirer les « dividendes de la paix »³, selon les dires de Laurent Fabius, est révolue. Il était alors question de diminuer les dépenses militaires afin d'allouer les économies faites à des réductions d'impôts ou bien à la dette dans un monde post-Guerre froide.

Le monde s'embrase depuis des décennies, la guerre est dans la nature de l'Homme, la fin de l'histoire⁴ n'est pas pour aujourd'hui, ni pour demain. Aux quatre coins du monde, la guerre et les tensions persistent : le Sahel et l'implantation des groupes insurgés islamiques liés à Al-Qaïda et à l'État Islamique, les ravages du conflit au Yémen entre Houthis et gouvernement yéménite qui menace

2. « C'est un bon jour, à un moment critique pour notre sécurité. [...] Vous avez tous deux fait votre choix, à l'issue de processus démocratiques approfondis. Je salue chaleureusement les demandes d'adhésion à l'OTAN de la Finlande et de la Suède. Vous êtes nos partenaires les plus proches. [...] Les demandes que vous avez déposées aujourd'hui constituent une étape historique. Les Alliés vont maintenant examiner les prochaines étapes sur la voie de l'adhésion à l'OTAN. »

3. Propos tenus par le Président de l'Assemblée nationale le juin 1990 dans un cadre informel, entouré d'amis au Pré-Saint-Gervais en juin 1990.

« DÉFENSE M. Chevènement et M. Fabius polémique sur le montant des crédits militaires en 1991 », 13 juin 1990, https://www.lemonde.fr/archives/article/1990/06/13/defense-m-chevenement-et-m-fabius-polemique-sur-le-montant-des-credits-militaires-en-1991_3989192_1819218.html.

4. Référence à la thèse de l'essai de l'américain Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, traduit de l'anglais par Denis-Armand Canal, Paris, Flammarion (coll. Champs), publié en 1992, avançant que l'histoire pris fin avec la fin de la Guerre froide, début d'une ère de paix et de démocratie.

depuis 2014 la stabilité du commerce mondial, le conflit israélo-palestinien, les tensions en mer de Chine Orientale entre la Chine et Taiwan, et maintenant la guerre en Ukraine, dont la Russie est le principal belligérant. Ce retour de la guerre en Occident en 2022, après un conflit en 2014 écourté par les Accords de Minsk I et II, a éveillé la peur et l'angoisse dans les pays de l'Europe de l'Est et du Nord de connaître le même sort que le peuple ukrainien. La Finlande et la Suède, deux territoires stratégiques sur le continent européen, souffrent d'une guerre par procuration, où le camp de l'Occident, particulièrement présent sur le sol finlandais et suédois, fait face au camp russe, soutenu par le géant chinois. Le changement de cap est radical : la Finlande n'est plus dans l'évaluation des risques mais dans l'action. Cependant, quelle voie et quelle voix pour la Finlande ?

De manière générale, cette adhésion à l'OTAN modifie complètement le positionnement de la Finlande sur la scène internationale : c'est pour elle la fin de son rôle d'observation et le début de sa pleine participation aux décisions collectives. Entre un État neutre et un État qui ne l'est pas, la marginalisation de l'un ne fait aucun doute tant la voix de l'autre porte.

La Finlande sous de nouvelles règles, l'OTAN et ses contraintes

Adhérer à l'OTAN impose à la Finlande plusieurs contraintes politiques, juridiques, militaires et budgétaires. L'une des implications majeures de l'adhésion est l'engagement collectif découlant de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord : « [...] dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la Partie ou les Parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres Parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord. »⁵ Cet article implique une obligation de solidarité militaire et la possibilité d'être entraîné dans un conflit, même sans agression directe sur son propre territoire. Cet article a déjà été utilisé après les attentats du 11 septembre 2001, les 19 membres de l'OTAN à l'époque ayant considéré que les attentats constituaient une attaque armée contre un État membre, au sens de l'article 5⁶. Cet événement a introduit

5. Article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, Washington, 4 avril 1949, signé par la Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni.

6. Il s'agissait de la première fois que l'OTAN reconnaissait une attaque non étatique (terroriste) comme relevant du champ de l'article 5.

la FIAS, Force internationale d'assistance à la sécurité. Pour autant, l'article 5 n'oblige pas automatiquement à une réponse militaire directe : chaque membre choisit la forme de son assistance (militaire, logistique, politique...).

Les pays membres de l'OTAN doivent également s'aligner sur les grandes orientations politiques et stratégiques de l'Alliance : cette règle implicite mais importante limite parfois la liberté diplomatique, notamment vis-à-vis de puissances comme la Russie ou la Chine. Outre le fait de s'opposer plus régulièrement aux géants que sont la Russie et la Chine, cela induit aussi une coordination étroite avec les États-Unis, acteur central de l'OTAN. La Finlande ne semblera pas particulièrement sous la contrainte d'un alignement stratégique puisqu'elle l'opère depuis l'effondrement de l'Union soviétique : elle adhère aux Partenariats pour la Paix dès 1994, coopère avec l'OTAN et l'Union européenne dans ce qui est de la formation conjointe, des échanges de renseignements et crée en 2017 un Centre européen de lutte contre les menaces hybrides à Helsinki. Cette solidarité n'est pas qu'un principe juridique : elle implique aussi une profonde adaptation des forces armées pour garantir l'interopérabilité opérationnelle au sein de l'Alliance

De plus, l'interopérabilité militaire est essentielle, « Par interopérabilité, l'OTAN entend l'aptitude des Alliés à agir ensemble de manière cohérente, efficace et efficiente afin d'atteindre les objectifs tactiques, opérationnels et stratégiques de l'Alliance. »⁷ Divers aspects sont pris en compte : la technique, le procédural, l'humain et l'informationnel. Au printemps 2025, l'Armée finlandaise a organisé une série d'exercices militaires à grande échelle visant à renforcer l'interopérabilité avec les forces alliées de l'OTAN et à consolider les capacités de défense nationale sous le nom de « *Lively Sabre 25* »⁸. Ces manœuvres, impliquant plus de 20 000 soldats, se déroulent sur l'ensemble du territoire finlandais et mettent l'accent sur la coopération interarmées, la concentration de la puissance de combat et la préparation aux opérations conjointes. Ces exercices marquent une étape significative dans l'intégration de la Finlande au sein de l'OTAN, renforçant sa posture de défense et sa capacité à opérer efficacement avec les forces alliées. Ils illustrent également l'engagement du pays à contribuer activement à la sécurité collective de l'Alliance. Toujours d'un point de vue politico-militaire, la Finlande est

7. NATO Website, *Interopérabilité : pour une interconnexion des forces*, 11 avril 2023.

8. Maavoimat, site officiel de l'Armée de Finlande, "Army training exercises this spring to focus on strengthening joint operating", 9 avril 2025, <https://maavoimat.fi/en/-/army-training-exercises-this-spring-to-focus-on-strengthening-joint-operating>

contrainte à la participation aux opérations extérieures car l'OTAN s'engage régulièrement dans des missions militaires, cela suppose donc que la Finlande rende disponible l'envoi de troupes finlandaises dans des opérations collectives même hors du territoire européen.

La pression budgétaire, une nouvelle arme au sein de l'OTAN

Depuis plusieurs années, les États membres de l'OTAN sont soumis à une pression budgétaire croissante, notamment sous l'impulsion des États-Unis. Cette dynamique s'est accentuée durant la présidence de Donald Trump (2017–2021), qui a dénoncé à plusieurs reprises le déséquilibre du partage des charges au sein de l'Alliance. Il a menacé de se désengager de l'OTAN si les alliés européens n'augmentaient pas significativement leurs dépenses de défense, dénonçant un « fardeau injuste » supporté par Washington. Ces menaces ont contribué à ancrer l'objectif des 2 % du PIB consacrés à la défense comme norme minimale, renforçant la pression sur des pays historiquement prudents comme la Finlande. L'objectif pour les États membres de l'OTAN de consacrer au moins 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) aux dépenses de défense a été formellement adopté lors du sommet de l'OTAN au pays de Galles en septembre 2014, dans le contexte de l'annexion de la Crimée par la Russie, et devait idéalement être atteint d'ici 2024. Pour cette dernière, nouvellement intégrée à l'Alliance, cela implique non seulement un accroissement de son effort militaire (déjà en forte hausse depuis 2022), mais aussi une adaptation de son appareil de défense à l'interopérabilité et aux exigences opérationnelles de l'OTAN, dans un contexte géopolitique marqué par une instabilité croissante à ses frontières orientales. Le président des États-Unis, Donald Trump, n'a jamais hésité à exprimer spontanément ce qu'il pense. On retrouve alors de nombreuses déclarations de sa part sur les États qui ne dépensent pas 2 % de leur PIB pour la défense : il déclara le 6 avril 2025 dans le Bureau Oval : *if they don't pay; I'm not going to defend them*⁹. Cette déclaration a fait trembler la Finlande qui, nouvelle arrivée, se voit déjà menacée par la fin de cette Alliance. Deux mois plus tôt, le Président Trump avait suggéré que les membres de l'OTAN devraient porter leurs dépenses de défense à 5 % du PIB, au lieu de 2 % : *Trump repeated demands that other members of the transatlantic alliance spend 5% of their gross domestic product (GDP) on defense – a huge increase from the current*

9. Trevor Hunnicut, David Brunnstrom, "Trump: If NATO members don't pay, US won't defend them", Reuters, 7 mars 2025, <https://www.reuters.com/world/trump-if-nato-members-dont-pay-us-wont-defend-them-2025-03-07/>

Traduction : « S'ils ne paient pas ; je ne vais pas les défendre. »

2% goal and a level that no NATO country, including the United States, currently reaches.¹⁰ Le problème que soulève la règle des 2 % est le suivant : 2 % du PIB des États-Unis représentaient en 2023 environ 547 milliards de dollars de dépenses de défense (pour un PIB de 27 357 milliards USD), tandis que 2 % du PIB de la Finlande équivalaient à seulement 5,9 milliards USD (pour un PIB de 295 milliards USD). Or, selon les données de la Banque mondiale, les États-Unis ont en réalité consacré 3 % de leur PIB à la défense en 2023, soit plus de 820 milliards de dollars, tandis que la Finlande y a alloué 2,4 % de son PIB, pour un montant de seulement 7 milliards. À l'échelle finlandaise, un tel effort budgétaire est considérable, mais en comparaison avec les États-Unis, ces derniers ont dépensé 117 fois plus. Pourtant, c'est bien la Finlande qui se trouve en première ligne face à la menace. Donald Trump voit donc ici un problème profond mais irréversible sur le court et moyen terme, voire long terme : les États-Unis sont les grands défenseurs de l'Europe car ce sont les seuls en capacité de le faire sur un point de vue militaire et économique. Le véritable enjeu réside dans la capacité de l'Europe à faire face à une puissance nucléaire dotée d'une profondeur stratégique considérable. En rejoignant l'OTAN, la Finlande n'achète pas seulement une garantie de sécurité : elle entre dans un système collectif où les coûts politiques, militaires et économiques sont proportionnels aux engagements de solidarité.

La Finlande dans l'OTAN : une contribution marginale, une plus-value stratégique

Dans son article paru dans la revue *Défense et Sécurité Internationale*, Renaud Bellais¹¹ expose la théorie des alliances, développée par Richard Cornes et Todd Sandler¹². Cette théorie repose sur une logique de fédéralisme fiscal appliquée à la production d'un bien public international : la sécurité collective. Cette approche considère que les contributions des États membres doivent être agrégées selon des

10. Trevor Hunnicutt, "Trump says he is not sure US should be spending anything on NATO", Reuters, 24 janvier 2025, <https://www.reuters.com/world/us/trump-says-not-sure-us-should-be-spending-anything-nato-2025-01-23/>.

Traduction : « Trump a répété des demandes que d'autres membres de l'alliance transatlantique consacrent 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la défense - une énorme augmentation par rapport à l'objectif actuel de 2 % et un niveau qu'aucun pays de l'OTAN, y compris les États-Unis, n'atteint actuellement. »

11. Renaud Bellais, « Intégration de la Finlande à l'OTAN : Une bonne affaire ? », dans *DSI (Défense et Sécurité Internationale)*, n° 166, 2023, p. 28-31.

12. Richard Cornes et Todd Sandler, *The theory of externalities, public goods and club goods*, deuxième édition, Cambridge University Press, 1996

« technologies d'agrégation », qui modélisent différentes façons de combiner les efforts nationaux pour produire une défense commune. Quatre configurations sont envisagées : la *sommation*, où chaque État contribue indépendamment ; le *maillon faible*, où l'effort de l'acteur le moins engagé limite l'ensemble ; la *somme pondérée*, où les contributions varient selon l'intérêt stratégique perçu ; et le *meilleur tir*, où un seul acteur (souvent les États-Unis) fournit l'essentiel de l'effort. Appliquée à la Finlande, cette grille de lecture révèle des limites : du fait de ses moyens militaires relativement modestes, Helsinki ne peut qu'apporter une contribution marginale à la production du bien commun (*sommation*) ; le modèle du *maillon faible* n'est pas pertinent, car l'OTAN dispose déjà d'un socle robuste ; selon la *somme pondérée*, son entrée ne modifiera que marginalement l'efficacité globale de la défense collective ; enfin, dans une logique de *meilleur tir*, sa valeur ajoutée semble négligeable. Toutefois, au-delà de cette analyse fonctionnaliste, Bellais propose une lecture plus optimiste : l'adhésion de la Finlande permettrait une meilleure organisation spatiale de la défense collective et contribuerait à la réduction des « angles morts » dans la couverture stratégique de l'OTAN, en renforçant la résilience nordique et la surveillance du flanc nord-est de l'Europe.

À travers cette logique et les conclusions que tire Renaud Bellais, la Finlande apporte un nouvel espace géographique d'organisation de la défense collective : la frontière entre l'OTAN et la Russie a été multipliée par deux : elle est passée d'environ 1 000 kilomètres à plus de 2 300 kilomètres de long après l'adhésion de la Finlande. Tout cela amène des enjeux sécuritaires : l'OTAN se retrouve particulièrement vulnérable sur le flanc Nord-Est de l'Alliance ce qui implique une nécessité de renforcement militaire et logistique en Scandinavie, bien que les bases finlandaises soient déjà utilisées par les armées otaniennes, il va être nécessaire d'y avoir une présence permanente. Un élargissement du programme PAA, Présence avancée améliorée¹³, en Scandinavie pourrait logiquement être envisagé¹⁴. C'est un dispositif mis en place en 2016 à la suite du sommet de Varsovie en réponse à l'annexion de la Crimée par la Russie deux ans auparavant et aux tensions accrues sur le flanc Est de l'Alliance. Cela consiste à stationner des bataillons multinationaux dans les pays les plus exposés à une agression potentielle : en Estonie (dirigé par le Royaume-Uni), en Lettonie (dirigé par le Canada), en Lituanie (dirigé par l'Allemagne), en Pologne (dirigé par les États-Unis), En Roumanie (dirigé par la

13. EFP, *Enhanced Forward Presence* en Anglais

14. Site de l'OTAN, page dédiée aux EFP : https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_136388.htm

France), en Hongrie (dirigé par la Hongrie elle-même), en Bulgarie (dirigé par l'Italie) et en Slovaquie (dirigé par l'Espagne), les quatre derniers sont de 2022. Les objectifs de ces EFP sont multiples : dissuader toute agression russe en démontrant la solidarité de l'OTAN et renforcer la capacité de réaction rapide. La Russie considère cette proximité comme une menace stratégique directe, notamment dans la région de Carélie, autour de Saint-Petersbourg, et dans la péninsule de Kola, où sont stationnées des forces nucléaires russes. La Finlande, par sa vaste frontière avec la Russie, reste un terrain sensible, la présence de bataillons EFP pourrait être une solution à cette frontière sauvage où le terrain est difficile.

Le terrain le long de la frontière finno-russe, longue de plus de 1300 kilomètres, est particulièrement hostile : forêts denses, lacs gelés, zones marécageuses et des conditions climatiques extrêmes en hiver, avec des températures pouvant descendre jusqu'à -30°C, rendent toute opération militaire complexe. Cette géographie difficile constitue une barrière naturelle qui exige des capacités d'adaptation très spécifiques. L'armée finlandaise est justement reconnue pour sa spécialisation dans les combats en milieux arctique et subarctique, héritée de son expérience durant la Guerre d'Hiver (1939–1940) contre l'Union soviétique. Aujourd'hui encore, les forces finlandaises s'entraînent régulièrement à des manœuvres de guerre en terrain forestier et en conditions polaires. Par exemple, l'exercice Northern Forest 23¹⁵, mené en mai 2023 en Laponie, a mobilisé plusieurs milliers de soldats finlandais et alliés, et visait à tester l'endurance, la mobilité et l'interopérabilité dans un environnement nordique rigoureux. Ces entraînements sont soutenus par des infrastructures telles que le Centre de formation arctique à Sodankylä¹⁶, où sont développées des doctrines et des équipements adaptés au froid extrême.

Cette expertise constitue une contribution stratégique unique au sein de l'OTAN, car peu d'armées alliées maîtrisent aussi bien les opérations dans ce type d'environnement. Ainsi, la Finlande apporte à l'Alliance une plus-value opérationnelle ciblée sur le flanc nord, là où la Russie pourrait chercher à tester la cohésion défensive de l'OTAN.

15. Site officiel de l'Armée de Finlande, page concernant l'exercice Northern Forest 23 : <https://maavoimat.fi/en/-/combat-exercise-northern-forest-23-will-end-on-friday>

16. Municipalité de Laponie, à équidistance entre la Suède et la Russie, seconde plus grande municipalité de Finlande (plus grande que le Liban) où les conditions météorologiques et la morphologie du terrain sont réputées rudes. On y trouve le siège de la *Jääkäriprikaati*, unité d'élite de l'armée de terre de Finlande.

De la neutralité à la crédibilité militaire : le cas finlandais au sein de l'OTAN

La Finlande, bien que nouvellement intégrée à l'OTAN, dispose de capacités militaires singulières qui en font un atout non négligeable pour l'Alliance. Elle possède la plus grande artillerie d'Europe occidentale en termes de volume, avec environ 700 obusiers, 700 mortiers lourds et une centaine de lance-roquettes multiples, selon *Marine & Océans*¹⁷. Son armée professionnelle compte environ 30 000 personnels actifs, mais sa force réside surtout dans sa réserve de guerre hautement entraînée, comptant plusieurs centaines de milliers de citoyens mobilisables rapidement. Cette architecture de défense, fondée sur le modèle de la conscription et d'un entraînement territorial intensif, confère à la Finlande une capacité de mobilisation massive, rare parmi les membres européens de l'OTAN.

Sur le plan aérien, la Finlande est équipée d'une soixantaine de chasseurs F/A-18 américains, auxquels s'ajouteront 64 chasseurs furtifs F-35 commandés en 2022 et dont la livraison est prévue à l'horizon 2026, renforçant significativement sa projection et son interopérabilité au sein de l'Alliance. La marine finlandaise (*Merivoimat*), bien que relativement modeste comparée à d'autres marines otaniennes, est stratégiquement adaptée à la défense côtière et aux opérations en mer Baltique : elle comprend 4 navires lance-missiles de classe *Hamina*, 4 navires de classe *Rauma*, et plus de 200 navires de débarquement de type *Jehu*, *Jurmo* et *Uisko*. Le programme *Squadron 2020*¹⁸, en cours, vise à doter la marine de quatre corvettes de classe *Pohjanmaa* d'ici 2027, modernisant ainsi considérablement les capacités navales du pays.

Cependant, l'élément distinctif de l'armée finlandaise demeure sa maîtrise des combats en conditions hivernales extrêmes. Entraînées à opérer dans des environnements hostiles et enneigés, ses troupes disposent d'un savoir-faire particulièrement précieux face aux menaces potentielles sur le flanc nord-est de l'OTAN. Ces capacités spécifiques, envieuses pour nombre de partenaires, s'avèrent cruciales dans le contexte du retour de la guerre en Europe et du réarmement progressif de la Russie. La Finlande ne prétend pas rivaliser avec les grandes puissances de l'OTAN, mais elle offre une valeur ajoutée stratégique par son sérieux capacitaire,

17. Aurélien Duchêne, La Finlande rejoint l'OTAN : que valent ses armées ?, *Marine & Océans*, 5 avril 2023 <https://marine-oceans.com/geopolitique-defense/la-finlande-rejoint-lotan-que-valent-ses-armees/>

18. Le système de combat est fourni par le géant suédois *Saab*, construit par Rauma Marine Constructions (RMC).

sa dynamique de modernisation constante, et son intégration rapide dans les normes d'interopérabilité de l'Alliance.

La Finlande a annoncé en avril 2025 son intention d'augmenter ses dépenses de défense pour atteindre au moins 3 % de son produit intérieur brut (PIB) d'ici 2029¹⁹, dépassant ainsi l'objectif actuel de l'OTAN fixé à 2 %. Cette décision, proposée par le ministre de la Défense Antti Häkkinen²⁰ et approuvée par le Comité ministériel de politique économique, vise à renforcer les capacités de défense du pays face aux menaces sécuritaires croissantes en Europe, notamment en raison de l'agression militaire de la Russie, mais aussi pour rassurer les États-Unis. Pour atteindre cet objectif, la Finlande prévoit d'allouer un financement supplémentaire de 3,7 milliards d'euros²¹ aux Forces de défense finlandaises sur les quatre prochaines années. Ces fonds seront utilisés pour moderniser l'armée et renforcer d'autres capacités de défense, en mettant en œuvre des projets de matériel militaire de manière anticipée.

Actuellement, le budget de la défense de la Finlande s'élève à environ 6,5 milliards d'euros, représentant 2,5 % du PIB en 2025²². Ce chiffre est en augmentation par rapport aux années précédentes, reflétant l'engagement du pays à renforcer sa posture de défense nationale et à répondre aux exigences de l'OTAN.

Cette initiative s'inscrit dans une tendance plus large parmi les membres de l'OTAN, où des pays comme la Pologne et les États baltes ont déjà augmenté leurs dépenses de défense à des niveaux similaires ou supérieurs, en réponse aux préoccupations sécuritaires régionales. La Finlande, en tant que nouveau membre de l'OTAN, démontre ainsi son engagement à contribuer activement à la sécurité collective de l'Alliance.

19. « Finland to increase defence spending to at least 3% of GDP by 2029 in response to security threats », from Finnish Defence Forces, 2 avril 2025, <https://defence-industry.eu/finland-to-increase-defence-spending-to-at-least-3-of-gdp-by-2029-in-response-to-security-threats/>.

20. Ministre de la Défense depuis juin 2023, membre du Parti de la coalition nationale.

21. Tim Martin, « *Finland pledges defense spending increase to 3 percent GDP by 2029* », sur *Breaking Defense*, 1 avril 2025, <http://breakingdefense.com/2025/04/finland-pledges-defense-spending-increase-to-3-percent-gdp-by-2029/>

22. « Finland to raise defence spending to at least three percent of GDP », sur *Puolustusministeriö*, https://www.defmin.fi/en/topical/press_releases_and_news/finland_to_raise_defence_spending_to_at_least_three_percent_of_gdp.14933.news?

Réelle valeur ajoutée ou contribution limitée ?

La Finlande est-elle une réelle valeur ajoutée ou bien apporte-elle une contribution limitée ? Selon la théorie des Alliances²³, la Finlande n'apporte qu'un faible apport quantitatif à l'OTAN, de part ses capacités militaires (armement, aviation, marine) et par son apport financier à la défense puisque ses 2 % semblent relativement faibles. Pour autant, si on le compare à un pays comme le Luxembourg et son PIB à 85,76 milliards d'USD en 2023 qui ne dépensait que 0,7 % de son PIB la même année pour la défense, cela ne représentait que 600 millions d'USD. L'apport du Luxembourg, bien en deçà des 2 % requis, semble relativement faible d'autant plus si on le compare avec la Finlande ou les États-Unis, mais la surface à protéger en cas de conflit est proportionnellement moindre et n'est pas sous la menace directe de quelconque pays belligérant. Si l'apport militaire de la Finlande reste modeste, son adhésion revêt une forte portée symbolique, en rompant avec l'héritage géopolitique de la Guerre froide. La Finlande apporte du qualitatif, c'est son expertise dans les forêts enneigées qui peut faire la différence, sa résilience sur des champs de bataille où le froid domine, la boue mélangée à la neige, la défense territoriale, la navigation en Baltique. Son expérience et son expertise ne sont pas à négliger pour l'OTAN, tout comme l'élargissement significatif de la frontière entre l'OTAN et la Russie qui offre à l'alliance une position géographique stratégique. On peut alors s'accorder sur le point de vue de Renaud Bellais, la Finlande apporte une contribution faible mais une présence militaire utile : « Son apport constituera une augmentation très marginale des ressources communes. Que ce soit par les efforts nationaux ou par le financement collectif, la Finlande ne semble pas, de prime abord, apporter un supplément d'âme à l'Alliance atlantique. [...] Ainsi, ce n'est pas seulement la taille d'un pays ou de ses moyens militaires qui comptent, mais sa capacité à assumer sa juste part dans une défense collective. Cela explique pourquoi la Finlande apparaît comme un atout pour l'Alliance atlantique afin d'accroître la défense collective par son adhésion. »²⁴

L'adhésion de la Finlande s'inscrit dans une dynamique plus large d'élargissement stratégique de l'OTAN vers l'Est amorcée dès la fin de la Guerre froide. Déjà dans les années 1990 et 2000, plusieurs anciens États satellites de l'URSS, comme la Pologne, les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), ou encore la Roumanie et la Bulgarie, ont rejoint l'Alliance, étendant ainsi considérablement

23. Richard Cornes et Todd Sandler, *op. cit.*

24. Renaud Bellais *op. cit.* p. 29-30.

sa frontière avec la Russie. Cette progression géographique s'est accompagnée d'une reconfiguration profonde du paysage sécuritaire européen, contribuant à nourrir un sentiment d'encerclement perçu par Moscou. L'intégration des pays baltes, par exemple, a non seulement accru la présence de l'OTAN dans la région mais a également renforcé les capacités de dissuasion le long du flanc nord-est de l'Europe. En ce sens, l'entrée de la Finlande dans l'OTAN, qui ajoute plus de 1300 kilomètres de frontière directe avec la Russie, s'inscrit dans une logique de continuité stratégique pour l'Alliance, qui cherche à sécuriser et densifier sa présence sur des zones sensibles. Cette évolution n'est donc pas inédite mais s'intègre dans un processus graduel d'élargissement amorcé il y a plus de deux décennies, et dont les conséquences géopolitiques continuent de structurer les rapports de force régionaux.

Conclusion

L'adhésion de la Finlande à l'OTAN le 4 avril 2023 marque l'aboutissement d'un repositionnement géopolitique amorcé dès la fin de la Guerre froide. Si son intégration dans l'Alliance ne bouleverse pas fondamentalement l'équilibre capacitair global, elle transforme profondément la carte stratégique de l'Europe du Nord et met fin à l'un des derniers espaces tampons entre l'Occident et la Russie. Entre nouvelles obligations, pressions budgétaires croissantes, participation accrue à l'interopérabilité militaire et repositionnement régional scandinave, la Finlande assume désormais pleinement un rôle d'acteur engagé dans la sécurité collective. Sa contribution est moins quantitative que qualitative : expertise en guerre hivernale, résilience territoriale, culture stratégique pragmatique, et loyauté démocratique en font un partenaire crédible. En rejoignant l'Alliance, la Finlande ne renonce pas à son identité, elle l'adapte à un monde où la neutralité ne protège plus, mais isole. Son entrée dans l'OTAN est autant un choix sécuritaire qu'un acte politique : celui d'une petite puissance décidée à peser, à sa manière, dans la stabilité régionale face aux incertitudes de l'ordre mondial. Ce glissement ouvre la voie à une nouvelle forme de leadership discret, fondé non sur la puissance, mais sur la fiabilité stratégique et la crédibilité opérationnelle. ■